

Entretien Ruth Dreifuss

Ancienne Présidente de la Confédération
Co-fondatrice et ancienne Présidente de « Global Commission on Drug Policy »



Notre interview de Ruth Dreifuss, réalisée fin 2020 par Jean-Philippe Rapp.
De gauche à droite : Jean-Philippe Rapp, Ruth Dreifuss, Lewis Gashaza et Franck Simond



Jean-Philippe Rapp

Journaliste, producteur et animateur suisse présent dans de nombreuses émissions de la télévision et radio suisse romande de 1970 à 2006.

La conscience

Pourquoi une interview de Ruth Dreifuss se révèle-t-elle si différente des autres ?

Certes il y a sa stature et son parcours politique, mais surtout sa présence. Une bienveillante inflexibilité, une distance attentive. Chaque mot, chaque idée, chaque argument pèsent toujours son poids de vécu et d'expérience. S'y ajoute l'exigence d'être en toutes circonstances présente au monde.

Le privilège de cette rencontre, pour le FVA Info, nous apparut d'abord comme une chance, édifiée sur le soubassement d'une amitié forte dont Franck et moi sommes fiers. Et touchés de sa fidélité et de son écoute. Une amitié construite en de multiples rencontres et engagements.

Un souvenir, parmi de nombreux autres. Une mission commune sur le développement en Inde dans la cadre du Forum International Médias Nord Sud que nous dirigeons Franck et moi. Pour représenter le Conseil Fédéral, Ruth nous accompagne. Le gouvernement indien tient à l'accueillir dans un palace. Elle refuse et nous rejoint dans notre modeste pension pour la durée du séjour. Pour d'inoubliables conversations. Et une incroyable disponibilité.

Pour revenir à notre entretien, le regard qu'elle porte sur nous est fort, soutenu. D'un coup, elle fait basculer l'interview et transforme les rôles. Elle le recentre, mieux, elle nous sonde :

« C'est dans l'ADN humain d'être sensible à la solidarité, de se reconnaître dans le visage de l'autre comme reflet de notre propre image. Beaucoup d'événements nous ont ouvert les yeux sur telle ou telle injustice. La sensibilité à ce qui est intolérable ou non est innée. Je crois que nous l'avons tous. Ce sont les occasions de la mettre en œuvre qui peuvent différer ».

En la quittant, nous nous sommes retrouvés face aux questions qu'elle avait glissées dans notre conscience. Comme à chaque fois.



Lorsque l'on parle d'addiction, comment comprendre le silence qui entoure la question de l'alcool ?

Ce qui me frappe le plus c'est la différence du discours entre les substances psychoactives légales et celles qui ne le sont pas. On diabolise ces dernières et l'on fait même la promotion des autres, au nom d'intérêts économiques. Cela va loin, ce n'est pas seulement la grande industrie, mais aussi le monde des vigneron, des planteurs de tabac de la Broye, etc.

Est-ce le fruit de pressions ?

Cela crée un lobby extrêmement puissant dont j'ai personnellement senti le poids durant les années où j'étais au Conseil Fédéral. Leur influence était un véritable pouvoir. Je pense qu'on n'en parle pas assez, qu'on n'en fait pas assez dans le domaine de la prévention, on ne tend pas suffisamment la main à ceux qui en ont besoin parce que leur consommation est problématique.

D'abord par le manque d'information sur les risques de dépendance. Et non seulement à propos de l'alcool et du tabac, mais aussi du jeu, des jeux électroniques.

Comment prévenir ?

Une des formes de prévention c'est d'informer les gens pour que d'eux-mêmes ils soient conscients des risques et parviennent à une consommation raisonnable et

contrôlée. Mais s'ils perdent le contrôle, leur dire comment chercher de l'aide.

Et du côté de l'offre ?

Sur le plan général on peut prévenir par le refus de vente à des mineurs, le refus de la publicité partout et une politique de prix dissuasive. Et cela n'en prend pas le chemin quand on voit qu'on a décidé que l'alcool pourra être vendu sur les aires d'auto-route dès 2021.

Pour moi, si l'on veut que les gens réagissent intelligemment, il ne faut pas parler de substance, il faut parler de personnes, s'adresser à elles. Il ne s'agit pas de mener une campagne anti-plaisir, mais rappeler un certain nombre de dangers.

Le rôle de la politique ?

Pendant les années qui ont conduit à réformer la politique suisse en la matière, on a développé ce qu'on appelle la politique des quatre piliers. Prévenir, réduire les risques, mais aussi pouvoir traiter les gens qui en ont besoin et réprimer. Et cela pour toutes les formules, toutes les substances dangereuses, y compris les médicaments qui eux aussi peuvent entraîner des risques d'addiction.

Cela vaut pour tout ce que l'Etat doit contrôler pour améliorer la santé des gens et surtout permettre à chacun de prendre les bonnes décisions. Ce n'est pas par les interdictions et la prohibition qu'on y arrive, mais par

la possibilité d'informer, par des mesures de prévention et de réduction des risques qui existent aussi pour l'alcool, le tabac.

A-t-on progressé ?

Oui. On a quand même progressé mais avec une lenteur toute helvétique. Trop grande à mon goût.

Il y a des populations particulièrement fragiles parce qu'elles sont peu insérées socialement, marginalisées et souvent très pauvres. Quand j'étais jeune, gamine, adolescente, jeune adulte, on voyait bien davantage d'alcooliques qui titubaient dans la rue. Ce phénomène a diminué sauf pour certains dont on comprend très clairement que leur problème n'est pas l'alcool à priori. Leur problème c'est d'être des migrants mal insérés, des sans domiciles fixes.

Effet de la précarisation de leur existence ?

Tout à fait. Je pense en particulier à des immigrants qui viennent de cultures peut-être autoritaires, très répressives. Ici ils se retrouvent confrontés, à la fois, à une immense liberté et à une immense solitude.

La place de l'alcool dans la liste des dépendances ?

Si on fait la liste des substances appelées à risque, on trouve d'abord de fortes addictions à l'alcool, puis le tabac et le cannabis très loin derrière.



Dans les lois et les habitudes sociales, il y a une absence totale de logique et de base scientifique. C'est pourquoi je m'efforce de mener un débat qui soit basé sur la personne et non la substance. En plus, souvent on peut passer d'une addiction à l'autre. Il est démontré qu'il faut renforcer la personne.

Dans votre parcours vous avez débuté sur le terrain comme assistante sociale avant de tenter de modifier les lois

Oui c'est le choix que j'ai fait au début. Mon expérience de travail social a été relativement brève, mais dans ce cadre il m'est arrivé d'être confrontée à l'absence de réponse satisfaisante de l'Etat, ou à l'absence d'institutions. Les assurances sociales n'en mettaient pas suffisamment en place. Le travail qu'on appelle aussi le case-work était parfois trop directif et trop peu à l'écoute des gens. Je me disais alors, un peu comme les leaders économiques, qu'il fallait changer les conditions cadre. Agir au niveau politique, au niveau de l'Etat.

Ce qui frappe aujourd'hui c'est votre constant engagement sur le terrain

Je crois que je n'ai jamais cessé d'être assistante sociale au fond (rires). Et tout cela m'a été extrêmement utile pendant mes années au Conseil Fédéral. Je dirais de garder un contact aussi souvent que possible et aussi étroit que nécessaire, pour paraphraser Alain Berset

(rires), avec ceux que l'on appelle les bénéficiaires des assurances sociales.

Je vous ai entendue citer Levinas « C'est dans l'ADN humain d'être sensible à la solidarité, de la reconnaissance du visage de l'autre comme le reflet de notre propre image »

Oui, le visage de l'autre dans lequel on se reconnaît. Beaucoup d'événements de nos vies nous ont ouvert les yeux sur telle ou telle injustice. La sensibilité à ce qui est intolérable ou non, c'est peut-être quelque chose d'inné.

Et surtout le refus de l'injustice

Je crois que nous l'avons tous en nous. Ce sont les occasions de le mettre en œuvre qui peuvent différer. La chance et mes choix m'ont conduite à ce sentiment que l'on vit mieux dans un monde plus juste. Vivre en harmonie n'a rien d'héroïque. Cela relève même parfois un peu du hasard, comme mon élection au Conseil Fédéral. C'est surtout la chance de travailler, de se former, d'abord sur le terrain puis de glisser vers autre chose.

D'abord à la coopération au développement ?

Oui et d'ainsi voyager pour aller à la rencontre de gens qui vivent des situations très différentes. Puis dans l'action syndicale, avoir la chance

d'avoir des contacts directs avec les travailleurs. Là aussi j'ai ouvert les yeux et cela m'a permis de voir des choses que j'avais envie de corriger avec cette intime conviction qu'on vit mieux dans un monde plus juste.

Et qu'est-ce que vous avez envie de corriger aujourd'hui ?

Oh Mon Dieu ! Plus on avance, plus on en voit. Vous savez, pour moi, l'un des plus grands plaisirs dans l'existence, c'est, après s'être fixé une tâche, de pouvoir la cocher lorsqu'elle est accomplie et de passer à autre chose. Parfois on n'y parvient qu'à moitié, de façon un peu boiteuse ou nécessitant encore davantage d'améliorations. La LAMAL par exemple, la loi sur le climat, trop timide.

Mon Dieu, il y en a toujours tellement. La lutte contre la pauvreté en Suisse qui est très loin d'être gagnée, l'amélioration des assurances sociales qu'il faut absolument mettre à l'ordre du jour, l'AVS qui depuis plus de 20 ans n'a pas été révisée, alors qu'auparavant on le faisait tous les 5 ans. Or le système est extraordinairement souple. Il doit s'adapter au fur et à mesure aux changements de société, changements économiques, démographiques. La liste serait bien longue pour le travail à faire en termes de démocratie, de luttes pour la paix, contre la misère et pour l'accès aux soins, la question de la drogue.



A ce propos, vous avez été la Présidente de la commission mondiale de politique sur la drogue, cette instance qui cherche à approuver des politiques centrées sur l'être humain, la santé et les droits de l'homme?

Oui, pour dénoncer les effets négatifs des interventions et détentions à l'égard des consommateurs. Et surtout rappeler qu'il faut cibler les trafiquants liés au crime organisé. Les dealers je les connais, je les croise dans mon quartier, mais ce n'est pas eux qui ont la responsabilité de cet état de fait. Ce sont les trafiquants. Cette lutte c'est l'une des deux ou trois choses sur lesquelles je me concentre par nécessité, en souhaitant avoir cette toute petite efficacité.

Si on se disperse, si on signe tous les appels, notre paraphe ne vaut pas grand-chose. Je choisis mes engagements par une fidélité de toujours, exemple la peine de mort. Et je le fais à partir de mon capital des expériences acquises, des connaissances, des réseaux dont on dispose. C'est la chance et le mérite de beaucoup de gens, y compris mes prédécesseurs au Conseil Fédéral et de toutes les personnes qui ont travaillé sur le terrain. Finalement, je me demande si les progrès, certes insuffisants, mais progrès quand même que l'on a faits dans le domaine des drogues illégales n'ont pas eu un effet sur la prise en charge ou prise en compte des personnes addictées aux subs-

tances légales.

Avec cette volonté de ne vouloir perdre personne en chemin, en particulier les marginaux?

Ce qu'on fait un peu actuellement c'est croire qu'on peut créer une société sans drogue en tirant au canon contre des moineaux.

On se trompe de combat en ne suivant pas l'argent des grands trafiquants dans des banques si réputées, en ne mettant pas davantage l'accent sur la corruption, en ne se donnant pas tous les moyens d'être efficace.

En fait je tiendrai les mêmes propos en ce qui concerne les drogues légales et illégales. Une consommation raisonnable, raisonnée, contrôlée est possible. Pour la majorité des gens elles ne représentent de risques ni pour eux ni pour les autres.

Et puis il y a ceux pour qui cette consommation signifie perte d'équilibre, dépendances, avec les conséquences que l'on sait sur leur vie familiale, sociale et professionnelle. Dans ce cas il faut pouvoir les aider. Le discours absolutiste qui prévalait depuis un demi-siècle est voué à l'échec. Il stigmatise ceux qui ont besoin d'aide et n'en reçoivent pas.

Et que l'aide soit apportée en respectant leur dignité?

Peut-être vous souvenez-vous, dans les années 70 de la BD «L'AN011 de Gébé». Il me reste en mémoire un dessin où l'on voyait des ouvriers qui venaient se laver

les mains après leur travail à un lavabo. Le commentaire disait : « Je ne sais pas si vous avez remarqué, mais les miroirs dans ces cabinets d'eau sont toujours placés trop haut pour que les ouvriers ne puissent s'y voir ».

La révolution consiste déjà à faire en sorte que les gens voient leur propre visage et qu'ils puissent en être fiers. C'est même le premier pas de toute démarche thérapeutique.

Souvenez-vous aussi du très beau livre d'Annie Mino « J'accuse les mensonges qui tuent les drogués ». Elle avait fait tout un cheminement pour dire à quel point était légitime la demande des personnes en besoin d'aide et combien il était nécessaire de la prendre au sérieux.

Ce n'est pas aux médecins d'imposer quoi que ce soit, ce n'est pas à la société de le faire. C'est aux patients de dire : « Voilà ce que j'ai envie d'atteindre. Toi, médecin, thérapeute, assistant social, es-tu capable de m'aider à le réaliser. Si oui faisons un contrat. Je fais l'effort, mais vous le faites aussi avec moi ». Le but que nous nous sommes fixés est celui que l'on va réaliser ensemble. C'est, pour moi fondamental.

Il n'en reste pas moins que « si tu es pauvre, tu meurs plus vite, si tu es pauvre tu es moins bien soigné »

Absolument. Cela m'obsède depuis tout le temps, depuis des décennies et des décennies. Je me souviens, il y



avait eu un texte de Bosquet très intéressant pour l'époque. Il avait été l'un des premiers à faire une étude sur les statistiques de la mortalité, alors qu'en Suisse on n'avait pas les moyens de la faire... on préfère compter les vaches et les différentes espèces...

Bosquet avait démontré qu'un ouvrier touchait sa retraite pendant une période bien inférieure à celle d'un cadre d'une entreprise, et, en effet, il y a une mortalité différente, ce qui m'est toujours apparu comme le symbole de l'injustice à l'état pur.

C'est pourquoi je me suis battue pour la LAMAL. Et au soir où nous avons gagné l'élection pour moi c'était le résultat d'une ambition de 30 à 40 ans. Et même si j'ai tout de suite dit: « maintenant il va falloir corriger les erreurs », et même si je n'y suis pas parvenue lorsque j'étais encore aux responsabilités, « la couverture universelle », comme on disait en langage d'experts, était une belle conquête.

Et aujourd'hui je vois que vous avez pris la tête d'un mouvement international « Vaccin du peuple » pour la gratuité de l'intervention

Il ne faut pas céder à la compétition entre les Etats qui veulent se garantir l'accès prioritaire aux vaccins. Une sorte de petite guerre en quelque sorte. Les pays riches doivent financer un plan de fabrication et de distribution pour rapidement fabriquer les doses et encadrer les millions de

travailleurs de la santé.

Les efforts pour créer une possibilité de distribution plus équitable existe, mais elle est faible, faute de moyens. L'effort pour produire immédiatement des génériques se heurte, bien sûr, à la deuxième résistance, celle de l'industrie pharmaceutique qui veut garder la maîtrise, le monopole de ce qui a été développé. Même si le coût de ce développement a été largement porté grâce à un effort public. Donc qu'est-ce que je vois? Comme toujours une mobilisation...

Quelle leçon pouvons-nous tirer de cette période de pandémie?

D'abord que la leçon, le cours n'est pas terminé... Et que malgré tous les incidents qu'on peut regretter, c'est quand même un sentiment de solidarité qui prévaut par la prise de responsabilité de soi-même et des autres, notamment dans les services rendus aux personnes les plus vulnérables. Et c'est toujours bon de redécouvrir cela.

De l'autre côté, c'est toujours la même question de savoir s'il y a un ou plusieurs pilotes dans l'avion, et se disputent-ils? Ce qui n'est jamais bon en plein vol.

Très souvent quand je me penche sur les questions actuelles à la lumière de ce qui s'est passé ces trente dernières années et en particulier durant les dix ans que j'ai passés au Conseil Fédéral, je me suis très souvent posé la question :

qu'est-ce que je n'ai pas bien fait ? Cela reste une interrogation très fréquente pour moi.

Comment se fait-il alors que nous avons déjà un groupe d'experts sur les pandémies en 1963, que nous avons un plan pandémie dans les années nonantes et qu'on en est déjà au troisième ou quatrième, nous en soyons là ?

Comment se fait-il que cela nous ait pris à tel point par surprise, sans éthanol, sans masque... Que s'est-il passé au-cours de ces 25 ans pour que nous soyons aussi mal préparés... Il ne faudra pas qu'à la prochaine pandémie nous le soyons toujours aussi mal.

A votre élection vous disiez notamment : « Merci de m'avoir élue, sachez que je risque parfois de vous décevoir, mais je continuerai à avancer »

C'est possible que je l'aie dit en ces termes, c'est malheureusement inévitable quand on entre dans un système politique avec ses règles, en particulier en Suisse, où l'on est en permanence en train de négocier avec toutes les forces politiques, les groupes d'intérêt et c'est un système que j'aime.

Mais très vite (et je dirais que c'est un préalable) on prend conscience que tout ne pourra pas être réalisé comme on le voudrait et comme l'espéraient ceux et celles qui vous ont soutenu, qui vous ont mis le pied à l'étrier.



Je me réjouis de lire l'ouvrage de Barack Obama qui doit être passionnant. Mais le Président a déçu beaucoup de gens, y compris lui-même. C'est inévitable. Ce job offre des possibilités, mais on ne peut pas éviter le fait qu'elles soient limitées face à de grandes ambitions.

Pour conclure qu'elle est la plus belle journée de bonheur que vous ayez vécue?

Ecoutez en 80 ans vous imaginez le nombre de journées de bonheur... mais si je devais n'en retenir qu'une ce serait la joie de mes parents quand Hitler est mort. Ils sont allés chercher une bouteille de champagne gardée en réserve durant toute la guerre et qu'entre nous nous appelions la bouteille d'Hitler. J'avais 5 ans. Mon frère 9. De voir nos parents si heureux en ouvrant la bouteille, en faisant sauter une bombe de table d'où

jaillirent les drapeaux des alliés en guirlande; nous étions éberlués. Ils étaient tellement radieux.

QUEL MESSAGE POUR TOUS CEUX QUI SONT AU FRONT DES LUTTES contre la dépendance, pour la santé?

Je sais la difficulté de leur travail. Je l'ai partagé. A côté, celui au Conseil Fédéral est facile. Leur travail insuffisamment valorisé et surtout, surtout, où il manque l'essentiel: le temps.

Si on n'a pas le temps d'entrer en relation avec les gens, comment dire, nos partenaires, dans une démarche d'intégration sociale et de résolution de problème, ce métier ne peut pas réellement être satisfaisant. J'espère que nos collègues sauront défendre ce qui est essentiel... Le temps. Le temps de bien faire leur travail.

Il ne faut jamais s'arrêter. Toujours

travailler à un niveau où l'on peut changer les choses. Agir pour supporter la douleur du monde et ne pas l'accepter tel qu'il est.

*Texte : Jean-Philippe Rapp
Photos : Lewis Gashaza
Graphisme : Philippe Gschwend
© FVA 2021*